

Actualités du Niger :
Atelier de formation des élus locaux au LASDEL, partenaire du programme Afrique
Pouvoir et Politique
15 et 16 Septembre 2011



Du 15 au 16 septembre 2011, un atelier de formation des élus locaux nigériens s'est déroulé dans la nouvelle salle de formation du LASDEL. Il a concerné les maires des communes suivantes : Azagor, Balleyara, Bana, Birnin lallé, Dakoro, Dessa, Filingué, Gouré, Gueladio, Guidan roumji, Korahan, namaro, Roubou, Say, Tamou et Tchintabaraden.

Le choix de ces localités a été motivé par le fait que c'est dans ces communes que le LASDEL mène différentes études sur la décentralisation depuis une dizaine d'années. En effet cet atelier de formation était conçu comme une occasion de partage des résultats des différentes études menées par le LASDEL dans ces communes.

Jour 1 :

Après l'allocation du Directeur scientifique du LASDEL, l'atelier a débuté par l'exposé du Professeur Tidjani Alou. Ce dernier a fait ressortir les grands enjeux de la décentralisation telle qu'elle se configure au Niger. Il a ensuite expliqué les problèmes auxquels se confrontent les communes aujourd'hui.

La deuxième intervention a été celle du Dr Mohamadou Abdoulaye qui a présenté un exposé intitulé : « la commune, la chefferie et les comités locaux : complémentarités et conflits autour du développement local ». Il a expliqué aux participants que le développement local constitue l'un des enjeux majeurs de la décentralisation. Les

promoteurs de celle-ci postulent que des autorités élues localement gèreraient mieux les ressources économiques locales et, seraient plus enclines à rendre compte aux populations.

A partir du suivi socio-anthropologique de la gestion de plusieurs communes du Niger, l'exposé du Dr Abdoulaye a donné à voir des situations très contrastées. Une vision étriquée du développement local, des conflits de compétences entre différents acteurs du pouvoir local, l'absence d'un véritable projet municipal, etc. ont handicapé l'émergence de projet de développement local alternatif.

L'après midi a été consacré à l'exposé du Dr Abdoua Elhadj Dagobi sur les partenaires techniques et financiers et l'appui aux communes. Dr Dagobi a mis en exergue le comportement des partenaires techniques et financiers (PTF) qui affichent une certaine méfiance vis-à-vis des structures étatiques en Afrique. Ils interviennent plus directement dans les « communautés » par le truchement des ONG auxquelles ils confient l'exécution des projets de développement. Avec la décentralisation, les communes apparaissent comme des partenaires tout indiqués car elles sont à l'interface de l'Etat et des « communautés ». Selon le Dr Dagobi, si ce partenariat constitue un moyen d'accroître l'accès aux services publics pour les populations, on peut s'interroger sur la justesse du dispositif mis en place ainsi que sur les dynamiques qui en découlent.

Jour 2 :

La matinée du 16 septembre a débuté par l'exposé du Dr Amadou Oumarou, directeur scientifique du LASDEL. Il a axé son intervention sur les types de services publics délivrés dans les communes nigériennes. Dr OUMAROU a expliqué qu'au Niger, la délivrance des services publics locaux n'est pas seulement l'apanage des seuls services communaux. Les communes disposent de peu de ressources, tant humaines que financières, pour faire face à tous les services qui leur sont dévolus par les dispositions réglementaires.

Plusieurs autres acteurs interviennent dans la délivrance des services publics locaux. Il s'agit des services déconcentrés de l'Etat, des projets et ONG, des associations et groupements et des usagers desdits services. Selon le mode de leur fourniture et les modalités de leur accès, les services publics fournis dans les communes peuvent être classifiés en plusieurs groupes. L'exposé a présenté la typologie des services délivrés dans les communes afin de lancer un débat autour des services qui sont réellement fournis par les communes et ceux délivrés par les autres acteurs dans les communes nigériennes.

Pr Jean-Pierre Olivier de Sardan a présenté aux élus locaux une réflexion sur la co-délivrance locale des services publics. Selon le Professeur Olivier de Sardan, le plus souvent, ni les services déconcentrés de l'Etat ni les communes ne sont en mesure de délivrer complètement par leurs propres moyens un service public local, que ce soit la santé, la sécurité, l'éducation, l'assainissement, etc. On doit donc nécessairement avoir recours à d'autres acteurs, pour financer le service ou pour assurer certaines étapes de sa délivrance : les usagers sont ainsi largement mis à contribution (ils doivent mettre la main à la poche, selon diverses procédures), de même que les autres institutions locales (chefferies, ressortissants, commerçants, associations, corporations, etc.). Quant aux partenaires financiers et techniques, ils sont désespérément recherchés pour financer les infrastructures et « donner des moyens ». Mais toutes ces formes de coopération sont instables, fragiles, dépendantes des personnes. Elles pénalisent certaines catégories de population. Pour en savoir plus sur la gouvernance locale au Niger, veuillez télécharger les publications suivantes du programme Afrique, Pouvoir et Politique:

[APPP et LASDEL, Etudes et Travaux 90, Le service public du marché a Say, Guidan Roumdji et Balleyera par Amadou Oumarou, 2011](#)

[APPP et LASDEL, Etudes et Travaux 93, Le service public de l'eau et de l'assainissement a Say, Guidan Roumdji et Balleyara par Younoussi Issa, 2011](#)

Les exposés ont été clôturés par celui de Dr Mahaman Moha sur « Les leçons tirées du fonctionnement des premiers conseils communaux ». Il s'est agi à travers cette présentation de dresser un tableau comparant le fonctionnement officiel des communes et la réalité de leur vie quotidienne. A partir des premiers pas des communes de Dakoro, Dr Moha a passé en revue la construction du projet communal. Des indicateurs comme l'analphabétisme de nombreux élus, l'absentéisme de nombreux maires, les luttes factionnelles et le renversement d'alliances locales, l'inexistence et la non fonctionnalité de commissions spécialisées, le manque d'outils de gestion communale, les difficultés dans l'élaboration et l'exécution des budgets communaux, le manque d'investissement sur fonds propres ont été utilisés pour peindre le décor.

A la fin de chaque exposé, un débat franc s'est installé entre les chercheurs du LASDEL et les élus locaux. Ces débats ont permis de toucher du doigt les réalités de la vie des jeunes communes nigériennes. Les élus locaux ont exprimé leur satisfaction par rapport à la formation que le LASDEL vient de leur donner. Ils ont émis le vœu de voir ce type d'ateliers organisé régulièrement à leur intention et que cela concerne toutes les communes du Niger. L'atelier a été clôturé par un pot offert par le LASDEL à l'intention des élus locaux qui ont dégusté un méchoui dont seules les hôtes du LASDEL ont le secret.

Par Djibo Amadou

Chargé de communication du programme APP au LASDEL

